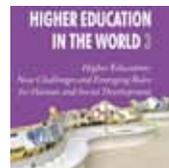




## Universités & Territoires



### sommaire n° 56 - 9 décembre 2008

- 2 A Barcelone, l'université assume sa responsabilité. L'AVUF et l'Europe.
- 3 Louvain, l'invention du possible avec les kot-à-projets.
- 4 Le programme universidade sem fronteiras de l'Etat du Parana au Bresil donne des idées.
- 5 Gondoles sociétales avec la FREREF.
- 6 Le GUNI, un observatoire international sur la responsabilité sociale des universités.
- 7 Désir de mobilité : zoom sur l'insertion professionnelle à l'international.
- 8 L'engagement étudiant est de plus en plus reconnu, au moment où on devrait s'interroger sur la prise en compte, dans les classements des universités, sur la responsabilité sociale de l'université.

# L'université réinventée

par Nicolas Delesque Directeur, de la publication

**Universités & Territoires est partenaire du Colloque organisé le 9 décembre 2008 par l'AFEV, la CPU, la Région Rhône-Alpes et l'ANACT sur la responsabilité sociale des universités. Les organisateurs nous ont demandé, pour remercier les internationaux présents au Colloque, venus pour partager leurs expériences, leurs réflexions et leurs interrogations, de réaliser un numéro « international » de notre lettre mensuelle. Et c'est avec plaisir que nous apportons cette contribution aux débats.**

Organiser un colloque pour promouvoir une idée, certes louable, n'est pas chose facile. C'est même un peu le saut dans l'inconnu : quels intervenants inviter ? Comment intéresser les acteurs d'une problématique somme toute très large, mais aussi peut-être très floue ? Quel public attendre ?...

Et puis comment parler d'expériences, de réalisations ou d'actions à partir d'un concept qui reste à définir ? Quoique, en cherchant bien, en transposant à l'Université ce qui a été effectué pour la responsabilité sociale des entreprises, en reprenant à notre compte l'idée de « l'université étendue », développée par des chercheurs de l'université René Descartes à Paris, comme étant « le savoir augmenté », en se situant dans les enjeux européens de la Stratégie de Lisbonne, nous commençons à esquisser une ligne directrice : le savoir augmenté, pour qui, pour quoi, et comment ?

En cherchant toujours des informations sur la question de la responsabilité, on tombe sur la définition de l'UNESCO, qui date tout de même de 1998 et qui rappelle que « les universités vont avoir un rôle de plus en plus important à jouer, en tant qu'acteurs socialement responsables, dans le développement culturel, socio-

économique et écologiquement viable des individus, des communautés et des nations ».

Certains économistes, dont Daniel Cohen, n'hésitent pas à donner un rôle central à l'Université en rappelant qu'elle « est désormais l'institution qui fixe la matière première, le savoir et la formation dont se nourrit le reste de la société. »

Et quand on élargit nos recherches au-delà de nos frontières, on croise alors des expériences instituées d'expansion du savoir, comme l'expliquent nos amis du Brésil, ou de prise en compte par l'Université d'un rôle social débouchant sur de nouveaux savoirs expérimentaux.

Alors, l'herbe serait-elle plus verte ailleurs ? Elle n'est, en tous les cas, pas moins insensible aux besoins de cohésion sociale nécessaire à la construction d'une société basée sur la connaissance. ■



université

# Assumer sa responsabilité



La Fundació Autònoma Solidària (FAS) est la cheville ouvrière de l'engagement social des étudiants. L'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB) assume sa responsabilité. Cette conjugaison entre ces deux facteurs a un impact sur le territoire Catalan. L'initiative de l'Association des villes universitaires de France (AVUF) d'organiser en juin une rencontre à Montpellier avec les villes universitaires européennes sera aussi l'occasion d'un échange de bonnes pratiques. A Barcelone, Lyon ou Montpellier, la multiplication des témoignages n'est-elle pas une incitation pour insuffler sur l'Europe un vent de responsabilité sociale ?



## étude de cas

### dynamique solidaire

**L'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB) est une université située à 20 km de Barcelone qui compte 45.000 étudiants, 3800 professeurs et chercheurs et 2000 personnes chargées de l'administration. Chaque année y arrivent 2500 étudiants étrangers. Les domaines d'études sont divers: sciences, études vétérinaires, médecine, lettres, ingénierie informatique, sciences de l'éducation et de la communication.**

#### UNE BELLE HISTOIRE

Au début des années 90, un groupe d'étudiants de l'UAB se déclare objecteurs de conscience et demandent à l'UAB ses services sociaux. Pendant la guerre des Balkans en 1992, ces étudiants partent en Bosnie dans le cadre d'un projet de coopération à Sarajevo. La même année 1992, des étudiants, des professeurs et le personnel d'administration proposent de consacrer 0,7% de leurs revenus aux projets de coopération au développement. Au cours de ces années, d'autres étudiants intègrent d'autres projets en tant que bénévoles. Quand le service militaire cesse d'être obligatoire en Espagne, l'UAB crée des bureaux d'affaires sociales. En 1999, la Fondation Autonome Solidaire est créée pour donner une meilleure structure et une indépendance aux programmes déjà en cours.

#### CONCRÈTEMENT

La Fundació Autònoma Solidària (FAS)

est née de l'engagement social d'étudiants. L'UAB assume ainsi sa responsabilité sociale. La mission de la FAS, avec son équipe de 260 personnes, contribue à la construction d'une université plus solidaire et engagée dans la réalité sociale, ainsi que dans la promotion du bénévolat solidaire. « *L'engagement volontaire des étudiants fait partie de leur éducation complémentaire, éducation aux valeurs de la solidarité, de la tolérance, de la participation et de la responsabilité envers ce qui les entoure.* » Les programmes de volontariat oeuvrent actuellement dans trois domaines :

- Etudiants handicapés ;
- programmes sociaux ;
- coopération pour le développement.

#### BILAN ET PERSPECTIVES

Les étudiants bénévoles contribuent à bâtir une société plus juste. Ils sont des agents de changement qui apportent une valeur différente par leur enthousiasme, leur savoir-faire et leur jeunesse. Le bénévolat offre aux étudiants une formation complémentaire autour de l'apprentissage de valeurs. Néanmoins les tensions, le nouvel espace européen d'enseignement supérieur et l'intégration des étudiants sur le marché du travail au cours de leurs études rendent plus difficile le travail volontaire. L'étudiant rencontre plus de difficultés pour se concentrer sur les tâches volontaires. La reconnaissance du volontariat dans le nouvel espace européen d'enseignement supérieur en tant qu'activité éducative est primordiale. ■

### L'AVUF et l'Europe

Hélène Mandroux, maire de Montpellier et nouvelle présidente de l'AVUF, souhaite « *établir des partenariats avec d'autres associations jumelles de l'AVUF, en Europe, notamment, avec l'Espagne et l'Allemagne, car la ville de Montpellier est jumelée avec Barcelone et Heidelberg* ». Avant cette rencontre, qui doit avoir lieu en juin à Montpellier, le prochain colloque de l'AVUF, dont *Universités & Territoires* est partenaire, aura lieu, le 13 mars 2009, à Bourges sur le thème « *Enseignement Supérieur et Dynamisme territorial* ». Les sujets abordés : les perspectives d'évolution des sites secondaires, les questions d'attractivité, de vie étudiante et aussi (pour la première fois) de vie enseignante, les enjeux d'insertion professionnelle, l'aménagement urbain.

Info+

<http://www.avuf.fr>

Info+

<http://www.uab.es/>



# L'invention du possible

Un kot-à-projet est "une habitation communautaire rassemblant une dizaine d'étudiants qui mènent un projet ensemble". Concept unique, le mouvement des kots-à-projets à l'Université Catholique de Louvain compte près de 1000 étudiants dans 110 "plateaux de logement" et s'étend sur les sites de Louvain-la-Neuve et de Louvain-en-Woluwe (Bruxelles). Et dire que les kots-à-projets existent depuis plus de 30 ans ! Ce concept ne pourrait-il pas être décliné en France, et incarner une innovation salutaire en apportant une réponse concrète à la coexistence en mosaïque, sur tout le territoire, de pôles d'excellence et de poches de précarité ?

les kots-à-projet



à côté

## un mouvement unique

Les kot-à-projets sont gérés par l'université, en fonction de critères sociaux et de projets touchant à de multiples domaines : de la musique au sport en passant par le théâtre, l'improvisation, l'humanitaire, le social, les langues, la photographie, la danse, l'environnement, etc. *Volontaires ! n°13*, le journal de l'Afev, avait consacré un reportage à ce que les initiés appellent les "kap". Morceaux choisis.

Les étudiants, qui pour la plupart viennent de quitter leur famille, font, en ces lieux originaux, l'apprentissage de la vie en communauté et de la citoyenneté. Les "kap" grouillent de projets qui évoluent avec le temps. Pour organiser le tout, l'Organe est le collectif qui représente les kots-à-projet auprès des différentes administrations, se charge de la répartition des subventions de fonctionnement et du renouvellement des projets.

Chaque année, tous les kots-à-projets passent devant une commission veillant à étudier la pertinence des projets. C'est l'une des originalités du concept : aucun kap n'est assuré d'être reconduit, et de nouveaux apparaissent annuellement. Les projets évoluent ainsi au gré de ce que proposent les étudiants, ce fonctionnement réflexif obligeant ces derniers à s'interroger en permanence sur l'orientation, l'intensité et les formes de leur engagement.

« Tous les étudiants qui s'impliquent dans les kots-à-projet revendiquent clairement leur fonction d'acteurs de la société », explique Nicolas Bossut, dans son mémoire consacré à ce type bien particulier d'habitation, se situant

à la frontière « entre habitat et projet socioculturel ». Or, sur cette base, la formule connaît un succès exceptionnel. (...)

Autre avantage incontestable de ce système, ces modes de résidence constituent également une réponse à la crise récurrente du logement étudiant, vis-à-vis de laquelle la Belgique n'est pas à l'abri. ■

Info+

[www.carpestudentem.org](http://www.carpestudentem.org)  
[www.organe.be](http://www.organe.be)

Télécharger au format PDF le [Guide des kap's](#)

## à l'étude

✓ L'Afev, avec le conseil régional Rhône-Alpes et la ville de Grenoble, a organisé un voyage d'études au printemps dernier à Louvain. L'objectif qui se dessine est la mise en oeuvre d'un exemple français de cette méthode.

## Le logement étudiant en analyse



Le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), organisme du ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du territoire et du ministère du Logement et de la Ville, mène depuis plusieurs années un programme européen de recherche et d'expérimentation portant sur la question du logement et des nouveaux modes de vie des étudiants. *Dernières nouvelles : architectures et habitat étudiant en Europe* est, pour reprendre la formule de Jean-Louis Borloo en préambule de l'ouvrage, un « petit guide des bonnes pratiques du logement étudiant ». Une vingtaine d'opérations de résidences étudiantes innovantes du point de vue architectural et environnemental sont présentées.



Universités & Territoires est partenaire des Rencontres Adele du logement étudiant, qui se dérouleront le 29 janvier 2009 dans les Salons du Press Club à Paris. Au programme, les grandes tendances du marché et un point sur la politique du logement étudiant. Des tables rondes sur « l'impact des nouvelles technologies et le Grenelle de l'environnement : Nouveaux défis pour le logement étudiant », « l'environnement fiscal et juridique » ou encore « vers de nouveaux modes de développement et d'exploitation des résidences étudiantes ».

Info+

[colloque@adele.org](mailto:colloque@adele.org)

Tel. : 01 44 43 48 48

# Universidade sem fronteiras

A l'autre bout du monde, l'État du Paraná, au Brésil, lance un grand programme de développement, intitulé Universidade sem fronteiras. Sur les bords du Rhône, l'initiative brésilienne interpelle. Elus, avec Roger Fougères, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes à leur tête - mais aussi toute son équipe -, universitaires et associatifs s'emparent de ce concept. L'Afev, qui était présente à la rencontre avec la délégation du Parana il y a un an, et qui cherchait à impulser une nouvelle dynamique dans les universités sur la question de la reconnaissance de l'engagement, a donné à cette initiative un effet démultiplicateur en organisant un colloque sur la Responsabilité sociale des universités le 9 décembre 2008.



## colloque

### outrepasser ses murs

**En octobre 2007, l'université Lyon-2 et la région Rhône-Alpes ont invité une délégation de l'Etat du Paraná, à l'occasion du lancement du projet d'extension de son université, dans le cadre d'un colloque sur le rôle social de l'Université. Nous reproduisons ici l'article paru dans *univers-cité.info* n°46. Retour sur un colloque précurseur dont le cœur est la responsabilité sociale des universités.**

Lygia Lumina Pupatto, secrétaire d'État du Paraná pour les Sciences et Technologies et l'Enseignement Supérieur, a d'abord expliqué que l'enjeu du projet d'extension consistait en « un transfert des connaissances vers la société », afin « de faire sortir de la pauvreté une majorité de la population ». Réflexion originale, puisque le projet de développement de l'université pose « la promotion de l'inclusion sociale » comme préalable au développement de l'institution.

Concrètement, le gouvernement du Paraná a retenu plus de 160 projets qui seront mis en place dans une centaine de municipalités, sous forme de partenariats. Tous ces programmes ont donc été pensés et élaborés localement, en associant l'ensemble des acteurs, publics et privés, du territoire, car « l'innovation technologique n'est utile que lorsqu'elle s'applique à la 'vie réelle' » : promotion de l'insertion des jeunes diplômés et des étudiants dans des projets de mutation agricole (transformation de l'agriculture familiale, soutien à l'élevage laitier...), développement de programmes sociaux (combat contre la pédophilie, la violence, développement de l'économie solidaire...), etc. Une université qui souhaite ainsi « outrepasser ses murs » ne peut bien évidemment le faire sans garantir

préalablement, en interne, une égalité des chances. C'est l'idée que développe Nicolas Charles, étudiant à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, auteur d'un mémoire sur les politiques d'ouverture sociale des établissements d'enseignement supérieur : « Je vois deux aspects essentiels quant à la responsabilité sociale de l'université : faire réussir le maximum d'étudiants et donner à tous une chance égale de réussir. Cela répond à la fois aux besoins des étudiants et à ceux de la société : avoir plus d'étudiants, de bons étudiants et assurer l'égalité. » L'ouverture sociale constitue ainsi l'un des aspects, indissociable, de la responsabilité sociale. Quant aux collectivités locales, elles peuvent dans cette démarche « s'impliquer de différentes manières : en constituant une forme de caution et de pression sur l'Université et les grandes écoles pour qu'elles agissent, elles peuvent financer des programmes d'ouverture ou d'évaluation de l'établissement. Elles peuvent surtout servir d'entremetteur, comme par exemple avec le monde économique. » ★

Info+

<http://www.usf.pr.gov.br/>



## Priorités

C'est parce que l'Afev, par ses actions, peut représenter un observatoire social, que Jérôme Sturla, directeur délégué, était intervenu dans le colloque lyonnais de l'an dernier. Morceaux choisis de son intervention.

« Les générations actuelles doivent se doter de nouvelles compétences pour construire leurs propres parcours de vie. C'est toute la société, en mobilisant l'ensemble de ses acteurs (associations, entreprises, partenaires sociaux, collectivités locales, établissements d'enseignement supérieurs...) qui doit devenir éducatrice. (...) Ceci implique d'organiser les systèmes de formations initiaux en conjuguant la transmission de savoirs académiques avec l'acquisition de savoirs expérimentaux dont sont porteurs tous ces acteurs. Il s'agit aussi d'innover dans le champ de la solidarité pour accrocher ou raccrocher les publics les plus en difficulté aux credo de la société de la connaissance. En effet, l'accès pour tous aux savoirs, à la mobilité, à l'ouverture culturelle, à la maîtrise de langues étrangères, aux TIC... sont les axes prioritaires à développer. »

# Gondoles societales

La Fondation des Régions Européennes pour la Recherche en Education et en Formation (FREREF) a une vocation européenne d'inspiration de politiques publiques qui devraient être adaptées aux problèmes de formation et d'éducation. La FREREF est une structure originale, car elle a la faculté d'établir des constats et essaye aussi de remédier aux problèmes visibles grâce à une coopération interrégionale. « Il existe une dynamique spécifique de la coopération interrégionale qui peut aider à apprendre ensemble. La FREREF permet d'arrêter de nous dire : nous sommes différents, on ne peut donc pas faire la même chose ». L'Université de Venise, partenaire de la FREREF, apportera son témoignage au colloque.



## réflexion

### D'une rencontre à l'autre

Nous reproduisons ici un article de compte-rendu de l'Université d'été de la FREREF, rédigé Par Gilles Leluc, directeur de publication de La Lettre Formation.

La Fondation des régions européennes pour la recherche en éducation et formation vient d'achever sa sixième université d'été, en Grèce, à Thessalonique. Dans cette réunion annuelle, ce sont des dizaines de chercheurs, praticiens et représentants de collectivités issus de 26 régions appartenant à 12 pays de l'Union qui ont échangé sur les problématiques rencontrées ou les expériences menées sur leur propre territoire, croisant leurs interrogations et transférant leurs préconisations en matière de décrochage scolaire, d'insertion professionnelle, d'orientation, de reconversion, de life long learning - LLL<sup>1</sup>.

Il a été intéressant de constater des rapprochements mais aussi des divergences, pas tant sur la question de la méthode que sur celle du vocabulaire utilisé pour exprimer parfois des situations assez proches d'une région à l'autre. Intéressant aussi de voir de nombreux conseils régionaux français participer à ces débats, en reconnaissant leurs limites à intervenir dans le champ de l'école puisque l'éducation demeure une prérogative de l'Etat. Fructueux de réentendre l'avancée du processus de Lisbonne lancé il y a huit ans dans l'optique de faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus dynamique du monde. Il s'avère que les pays de l'Union ont progressé en matière d'éducation et de formation : les adultes participent de plus en plus à la formation tout au long de la vie, tandis qu'ils sont de plus en plus de jeunes à aller jusqu'au diplôme du second cycle de

l'enseignement secondaire et que l'abandon scolaire précoce recule.

#### A PROPOS DE LA LECTURE

Mais le bilan d'étape de la stratégie de Lisbonne présente aussi des revers : les difficultés de lecture des jeunes ne cessent de s'accroître chaque année dans les pays européens, au point de figurer sur un graphique une ligne descendant vertigineusement bas. Et on est en droit de s'inquiéter de cette menace qui pèse sur notre société avec, d'un côté, un nombre de diplômés de l'enseignement supérieur qui augmente, et de l'autre, une population exponentielle qui souffre de l'apprentissage de la lecture. Si la tendance se confirme à l'avenir, le fossé devrait encore se creuser entre les deux, et l'on voit mal la formation tout au long de la vie venir le combler. Car par ailleurs, on a pu constater pendant ces journées combien les collectivités régionales disposent très rarement de données significatives relatives à leurs ressortissants, en matière d'éducation et de formation. Ajouté à la question des moyens, ce manque de repères statistiques, sans doute imputable au chevauchement des compétences entre Etats et régions qui complexifie le paysage, n'incite pas à croire à la réelle possibilité d'imaginer à l'avenir des dispositifs de proximité bien ciblés, en prise directe avec les besoins de ceux qui seront les plus éloignés des chemins de la formation. ■

<sup>1</sup> Life long learning : Formation tout au long de la vie

### Interrégion

L'Université européenne d'été de la recherche et des innovations pour apprendre tout au long de la vie s'est déroulée à Thessalonique, du 22 au 24 septembre 2008. La FREREF a adressé un questionnaire sur « la coopération entre les régions, pour apprendre tout au long de la vie : les attentes de l'Europe face aux réalités régionales. »

Comment les régions se situent-elles par rapport aux objectifs de la stratégie de Lisbonne ? Quelle utilisation des orientations et outils développés au niveau européen ? Quels objectifs et priorités les régions se sont-elles données pour développer l'apprendre tout au long de la vie ? sont autant de questions qui sont traitées dans le compte-rendu de cette étude, qui est téléchargeable sur le site de la FREREF.

La prochaine Université Européenne d'été de la FREREF, session 2009 : 2, 3 et 4 septembre 2009 à Barcelone.

Info+

<http://www.freref.eu>

Info+

<http://www.lalettreformation.fr>

# Etude action

HIGHER EDUCATION  
IN THE WORLD

New Challenges and  
for Human and Social

Le Global University Network for Innovation (GUNI) est un réseau mondial de près de 150 membres issus de plus de 60 pays. Ce réseau, créé en 1999 par l'UNESCO, l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Université Polytechnique de Catalogne (UPC), constitue un espace de réflexion et d'échanges sur l'enseignement supérieur. La question de la responsabilité sociale de l'université y occupe une place de premier choix. Le GUNI valorise les bonnes pratiques des universités, or on constate qu'aucune université française n'y est référencée. Pourquoi ? On ne peut pas d'un côté se plaindre du classement de Shanghai et de l'autre ne pas entamer des démarches pour valoriser ces pratiques.



## contribution

### Nouveau profil



**Josep Lobera, Chercheur au GUNI, livre sa réflexion sur la responsabilité sociale de l'université.**

[pep.lobera@upc.edu](mailto:pep.lobera@upc.edu)

Comment est venue l'idée de créer un réseau international sur la responsabilité sociale des universités ? Quelle est sa fonction ?

Dès leur fondation en Europe au XII<sup>e</sup> siècle, les universités ont été des institutions centrales, souvent appelées à remplir des fonctions essentielles dans leur contexte social. Tout au long de l'histoire, leurs missions et fonctions n'ont cessé d'évoluer, non sans conflits, au rythme des changements sociaux auxquels elles étaient tenues de s'adapter. Les défis qui se posent aujourd'hui à la société mondiale nous obligent à penser à de nouvelles missions pour les universités, et à les articuler au contexte social. Pour relever les nouveaux défis, l'Université doit être un espace de pensée, de réflexion et d'action participative engagée dans la résolution des problèmes locaux aussi bien que mondiaux ; elle doit s'ouvrir aux citoyens et travailler en réseau avec d'autres universités à l'échelle mondiale.

Engagement social ou responsabilité sociale sont les deux termes employés, comment s'accorder sur une définition commune ?

Le nouveau profil de la responsabilité sociale des universités, qui transcende ce qui a été communément appelé la pertinence, est pris en compte dans la conception des politiques éducatives qui visent à encourager une plus grande correspondance entre les objectifs fondamentaux des universités et de l'environ-

nement dans lequel ils opèrent, comme l'a noté Alma Herrera dans le dernier rapport de GUNI. La responsabilité sociale des universités constitue le lien entre les activités générées dans le cadre de son application (scientifique, technologique, artistique et humaniste de connaissance) et les besoins de ses environnements local, national et mondial. Son objectif fondamental est de promouvoir l'utilité sociale de ses activités, contribuant ainsi à améliorer la qualité de vie. En conséquence, elle exige une perspective bi-directionnelle entre l'Université et la société. Comme le disait si bien Ortega Gasset, la réforme universitaire n'est pas réductible à une correction de ses usages, à une réparation des abus, ni ne peut consister principalement en cela. La réforme de l'université doit toujours impliquer la « création de nouveaux usages ». Pour définir les nouveaux usages vers lesquels l'université devrait se tendre, il y a lieu d'explicitier ceux dont la société a besoin en se demandant quel modèle de société fonde le projet de réforme et quels sont les problèmes à affronter.

Voyez-vous un rapport, une articulation à trouver avec les politiques de mise en place de l'Agenda 21 ?

Aujourd'hui, il faut nécessairement que les nouveaux usages de l'Université contribuent à surmonter les défis posés par la mondialisation, la crise du modèle de croissance en vigueur dans un monde limité et ses graves externalités sociales et environnementales. Dans le contexte actuel, les universités doivent renouveler leur engagement à l'égard de la citoyenneté, de la culture et de la démocratie. L'université doit être un espace de pensée, de réflexion et d'action critique et participative ; concernée par les problèmes de son

environnement local, ouverte aux citoyens, elle doit travailler en réseau avec d'autres universités dans le monde, pour contribuer à l'analyse des problèmes à l'échelle mondiale. L'approfondissement de la démocratie, des droits de l'homme, d'un développement durable émoussant les déséquilibres, engage aussi l'Université et sa réforme. Il incombe à l'Université de revoir ses propres usages sous cet angle et de les adapter aux nouveaux objectifs et aux nouveaux contextes de son environnement. ■

## Lignes d'actions

*Higher Education in the World* est une publication du GUNI sur l'engagement social des universités. Chaque année, le GUNI organise une Conférence internationale à Barcelone, sur l'enseignement supérieur. L'Observatoire des universités et de l'engagement social identifie et dissémine les meilleures pratiques afin de favoriser le dialogue entre les universités. Le but de l'Observatoire est de faciliter le transfert des meilleures pratiques et de permettre aux établissements d'enseignement supérieur d'évoluer. Enfin, le GUNI entreprend des projets de recherche dont l'un des plus pertinents est une étude Delphi sur les problèmes que l'enseignement supérieur doit affronter et sur les meilleurs moyens de les résoudre.

Info+

[www.guni-rmies.net](http://www.guni-rmies.net)

# Désir de mobilité

La mobilité internationale des étudiants français a baissé de 25% en 6 ans. Environ 80 000 étudiants par an passent au moins quelques mois à l'étranger dans le cadre de leur formation, ce qui représente seulement 4% des 2,2 millions d'étudiants.

“ Il faut faire changer d'échelle Erasmus ”, et faire en sorte que la mobilité soit “ accessible à tous et non pas seulement aux élèves de grandes écoles ”, propose CampusFrance. Cette exigence n'est-elle pas salutaire ? Comment, sur la question de l'insertion professionnelle à l'international, les dynamiques publiques sont-elles relayées par des structures comme l'AFIJ qui, au quotidien, deviennent de véritables ambassadeurs de la mobilité et de l'orientation ?



## insertion professionnelle Travail... ailleurs

L'une des actions spécifiques de l'AFIJ est de favoriser le travail à l'international des jeunes diplômés. Outre l'action-pilote « JD et Travail à l'International » menée depuis 1997 en Rhône-Alpes, les antennes de l'AFIJ organisent des Semaines internationales. Des modules en langues étrangères y sont proposés, ainsi que des rencontres avec des professionnels... Le fonds documentaire des centres AFIJ dispose de nombreux éléments sur les entreprises étrangères, les démarches administratives et les statuts locaux. Enfin, le site Internet de l'AFIJ propose des offres de stages à l'étranger. Zoom sur un conseil de pro.

### RESPONSABILISATION

Il poursuit en mettant en garde devant l'euphorie qui peut exister : « Quoi qu'il arrive, le mieux est de se rendre sur place et d'effectuer une partie des démarches en direct, lorsque cela est possible. Sans oublier de préparer votre retour en France, en termes de cotisations retraites ou de valorisation de l'expérience par exemple ! De fait, plusieurs formes de travail à l'international existent : pour les jeunes diplômés, le Volontariat International est une bonne formule pour booster son CV (www.civiweb.com), ainsi que les formules de « jobs » et de séjours « au pair ». Si le projet est défini et le diplôme adéquat, une expatriation totale est envisageable, en se rapprochant de la Maison du Français à l'Etranger ou du Comité Consulaire Pour l'Emploi et la Formation Professionnelle. Enfin, il existe des emplois au sein des organisations internationales ou ceux accessibles après la réussite des concours du Ministère des Affaires Etrangères... »

Info+ <http://www.afij.org/entreeactive/>

Edouard Col, Responsable de l'AFIJ-Loire, précise dans *Entrée Active*, la lettre emploi des jeunes diplômés (n°3) les grands enjeux de cette mobilité : « Travailler à l'étranger permet de découvrir une nouvelle culture et de vivre une expérience professionnelle originale - que l'on pourra valoriser ensuite lors de son retour en France. Mais un tel voyage doit être préparé : si vous souhaitez partir vers une destination inhabituelle, les « codes » ne sont pas les mêmes que les nôtres : les différences interculturelles doivent être prises en compte (habitudes de travail, sécurité sociale, etc.), ainsi que des démarches administratives parfois lourdes à remplir, dans certains pays (visas, vaccins). »



### brève

✓ Il faut « donner envie aux étudiants de se former à l'étranger » en « démontrant les avantages de la mobilité, en organisant des contacts avec les étudiants mobiles, en informant mieux les étudiants sur les possibilités offertes dans les établissements et en les aidant à réaliser leurs projets

de mobilité » précise Nicolas Jacquet, le président du Conseil d'orientation de CampusFrance dans « 10 propositions à la présidence française de l'Union européenne et à la Commission européenne ». CampusFrance vient d'éditer une brochure présentant les chiffres-clés de la mobilité.

Info+ [Télécharger la brochure](#)

## Marseille

« Dans le contexte économique actuel et face aux exigences des entreprises, il est nécessaire d'accroître la mobilité internationale des jeunes étudiants et des diplômés. » C'est à partir de cette vision stratégique que la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et ses partenaires, en 2000, ont créé un programme Formation Accompagnement de Jeunes diplômés en Europe (FAJE), qui est naturellement relayé par des structures comme l'AFIJ.

Ce relais s'est par exemple illustré le 7 octobre 2008, lors de la Journée de la mobilité européenne et internationale. Au coeur de ce cette initiative, les programmes européens et des aides de la Région pour favoriser la mobilité internationale des jeunes, le Volontariat International en Entreprise (VIE) ainsi que des informations pratiques sur les bourses, le logement, les langues, ont été détaillés.

Info+ [www.regionpaca.fr](http://www.regionpaca.fr) [Télécharger le programme](#)

# Reconnaissance

Colloque annuel de la conférence  
des présidents d'universités

Les universités européennes

nouvelles frontières

nouvelles perspectives

La baisse et le vieillissement à moyen terme de la population européenne poussent les universités à se repenser. Lesley Wilson, secrétaire générale de l'association européenne des universités (EUA), explique que « *les universités doivent être au service des citoyens et plus simplement au seul service des jeunes et brillants cerveaux.* »

Cette exigence de responsabilité sociale doit être au cœur des nouvelles démarches des universités. Les partenariats avec Lyon-I sur l'engagement, ou avec l'OFUP sur la promotion de la presse imprimée comme un élément d'éducation à la citoyenneté et du développement du sens critique, vont dans ce sens.



## notation

### Au delà des frontières

« *L'Europe parviendra-t-elle à élaborer, en novembre prochain, sa propre méthode commune ?* » était la question soulevée dans le N°54 d'*Universités & Territoires*. Des réponses commencent à voir le jour. Sur la forme, l'élaboration européenne commune semble acquise. Sur le fond de nombreuses questions restent à avancer. La responsabilité sociale de l'Université sera-t-elle reconnue et intégrée comme l'un des critères de notation ?

La Communauté européenne lancera fin 2008 un appel d'offres pour réaliser un classement européen des universités, annonce faite lors du colloque sur les indicateurs le 18 novembre dernier. La CPU défend le principe d'un classement multidimensionnel qui porterait à la fois sur la formation, la recherche, la valorisation mais aussi sur les conditions de vie et d'études des étudiants. Il s'agit d'ailleurs de l'une des dix propositions émanant de son colloque de Bruxelles en avril dernier.

#### DIVERSITE

Jean-François Dhainaut, Président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), explique dans un entretien publié sur le site Internet de la CPU « *Il y a autant de classements que de publics cibles (parties prenantes) ; c'est pourquoi on ne peut concevoir de classement universel et que seule est viable une approche de classement qui prend en compte les besoins différents et qui correspond aux objectifs spécifiques de chaque groupe. Le principe est celui du respect de la diversité : diversités des établissements, diversités des missions, diversités des attentes, diversités des publics ciblés.* » Lorsqu'il est interrogé pour savoir si l'AERES est susceptible de répondre à cet appel d'offres, il répond : « *Oui, mais pas seule ; l'entreprise est trop complexe, l'objet d'étude trop diversifié pour qu'une seule institution puisse les traiter seule. Que ce soit dans le cadre national ou dans un cadre international. Du reste, le projet de la Commission européenne prévoit de lancer un consortium au niveau européen.* » ■

Info+

<http://www.cpu.fr>

## brèves

✓ En juillet dernier, dans une charte, les universités françaises ont décidé d'unir leurs forces pour insuffler un air de développement durable sur leurs campus, afin de faire progresser les compétences écologiques des établissements du supérieur. Afin que leur contribution ne passe pas inaperçue, la charte propose une évaluation « *de la situation de référence* », puis un « *reporting en développement durable régulier* ».

✓ La CPU réclame l'ouverture du chantier vie étudiante CPU. « *La CPU souhaiterait une réactivation du chantier « vie étudiante » afin de pouvoir évoquer toutes ces questions et aborder un suivi de certains dispositifs mis en place en 2008 : bourses de mérite, de mobilité, étudiants Sésame, etc.* »

Info+

<http://www.cpu.fr>

## Bonnes pratiques

Le 9 décembre, au Colloque sur la responsabilité sociale des universités, l'Afev signe une convention avec Lionel Collet, Président de l'Université Lyon-I Claude-Bernard sur la reconnaissance de l'engagement étudiant. Les étudiants de l'Afev pourront ainsi faire valider leur engagement dans une unité d'enseignement.

La démarche de reconnaissance se trouve aussi renforcée par d'autres partenariats. En effet, l'OFUP un acteur de la vie étudiante qui a la confiance des principaux éditeurs de presse pour être leur interlocuteur unique et exclusif dans le monde de l'éducation, a signé une convention de partenariat avec l'Afev. « *L'envie d'être utile à la société, dans laquelle ils vivent, exprimés par les étudiants au travers de leur engagement, et la volonté d'ouverture au monde qui les entoure, qui caractérise les lecteurs de la presse, sont intimement liés.* » L'Afev et l'OFUP ont décidé de travailler ensemble pour « *promouvoir ensemble la lecture de la presse chez les jeunes comme vecteur de compréhension et de découverte du monde.* »